

# POUR QUI VOTE LA FRANCE DES VILLES MOYENNES ?

Achille Warnant

21/08/2020

**Bascule historique sur le plan national, avec une poussée des écologistes principalement dans les grandes villes ? Des villes moyennes et un monde rural qui se sont donnés à la droite ? La réalité est plus complexe qu'il n'y paraît. Dans la poursuite de son travail sur les villes moyennes, Achille Warnant livre une analyse éclairante du dernier scrutin municipal dans les villes de plus de 15 000 habitants.**

« C'est une bascule historique », pouvait-on lire dans les colonnes du journal *Le Monde* le 29 juillet 2020 au lendemain d'un scrutin marqué par la poussée des écologistes dans les plus grandes villes françaises. Cette édition des élections municipales, exceptionnelle en raison de la crise sanitaire de la Covid-19, aura en effet permis à Europe Écologie-Les Verts (EELV), modeste parti en termes d'adhérents (moins de 10 000), de s'imposer – avec ou sans alliés – à Lyon, Bordeaux, Strasbourg, Tours et Poitiers, de conserver Grenoble et de participer à la victoire à Paris, Montpellier, Nantes et Marseille.

« Vous pouvez focaliser l'attention sur Le Havre et Perpignan, mais la véritable nouvelle ce soir, c'est celle-ci : une vague de gauche et écolo a submergé nos villes », s'est par exemple félicité, le soir de la publication des résultats, le député européen Raphaël Glucksmann (Place publique) tandis que d'autres personnalités politiques, à l'image de Julien Bayou, le secrétaire national d'EELV, tentaient le parallèle avec la « vague rose » de 1977, actant dans le même temps un changement de logiciel.

Pourtant, en dehors des principales agglomérations, la dynamique de la gauche et des écologistes semble moins évidente, attestant aux yeux de certains commentateurs l'idée d'un schisme grandissant entre les métropoles et le reste du pays. Hadrien Mathoux, journaliste à l'hebdomadaire *Marianne*, pointe à ce titre les difficultés rencontrées par la gauche dans les communes populaires situées à proximité des grandes villes. Celui-ci mentionne notamment les défaites emblématiques enregistrées par le PCF ou le Parti socialiste à Aubervilliers (Seine-Saint-Denis), à Bron (Rhône) ou à Saint-Pierre-des-Corps (Indre-et-Loire). Le « vote des centres-villes

urbains boboïsés contraste avec celui des villes moyennes et du monde rural qui s'est largement donné à la droite », en conclut ainsi l'essayiste et haut fonctionnaire Maxime Tandonnet dans un entretien accordé au *Figarovox*. La situation, comme en atteste l'analyse détaillée du scrutin dans les villes moyennes, est en réalité plus complexe qu'il n'y paraît.

## **Une catégorie de villes spécifique ?**

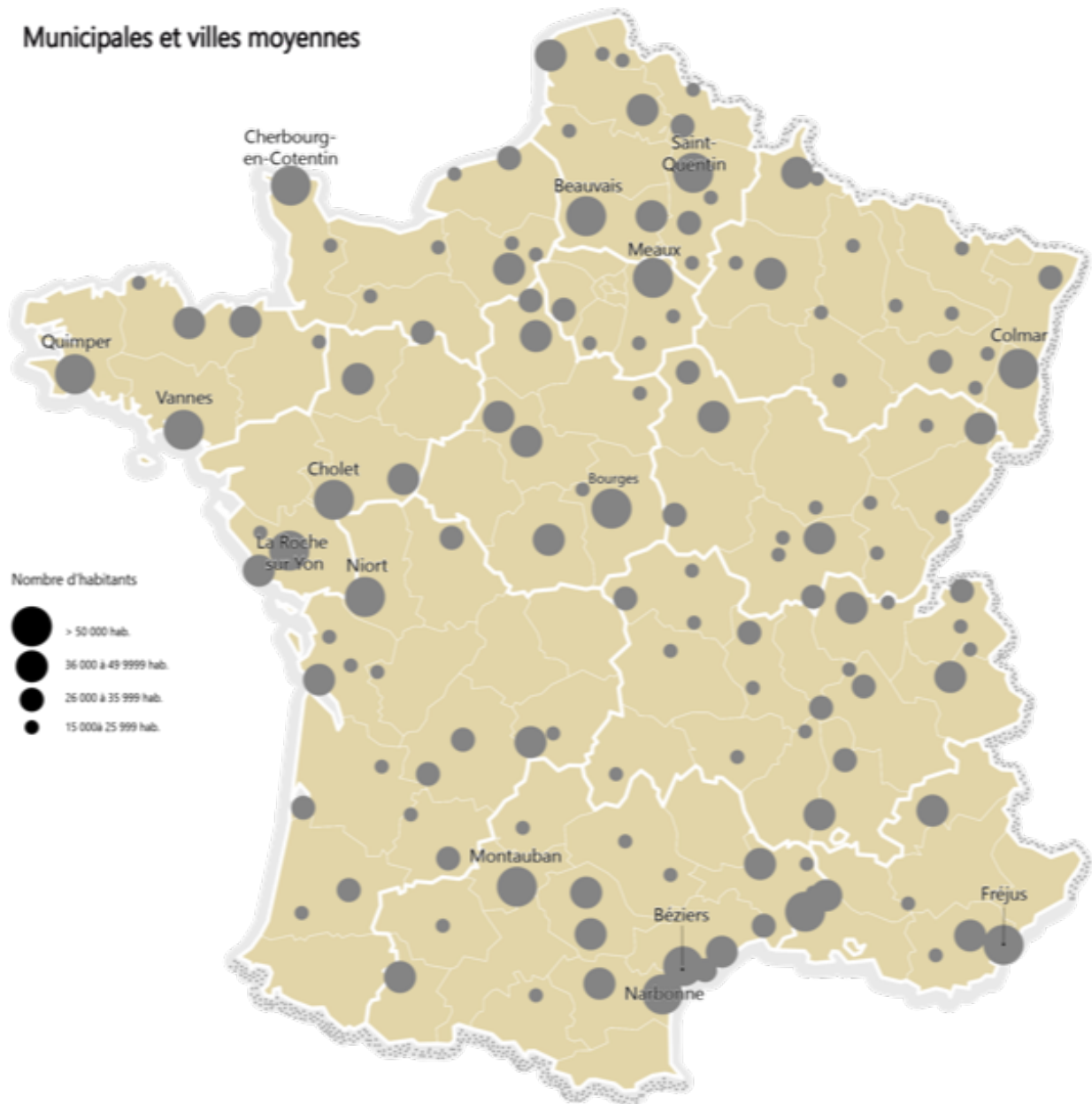
### **De quelles villes parle-t-on ?**

Il faut d'abord s'entendre sur ce que l'on entend par « ville moyenne ». La définition, d'apparence anodine, fait l'objet depuis des décennies de vifs débats au sein des sciences sociales. « Objet réel non identifié », disait d'elles le géographe Roger Brunet, les villes moyennes, coincées entre les métropoles d'un côté et la ruralité de l'autre, peinent à recevoir une définition homogène et consensuelle. Un flou qui explique que la notion soit parfois mobilisée dans le débat public pour désigner des villes n'ayant pas grand-chose à voir entre elles. Elles peuvent toutefois être définies à grands traits à partir de leurs tailles, de leurs fonctions, de leurs caractéristiques socioéconomiques et des représentations qu'elles suscitent.

Sans vouloir épuiser les débats autour de ce qui peut les définir, ont ici été retenues les villes de plus de 15 000 habitants en France métropolitaine étant rattachées à une unité urbaine comprise entre 20 000 et 100 000 habitants ; des villes suffisamment importantes pour accueillir des services publics et privés et qui rayonnent au-delà de l'échelon strictement local. 141 villes quadrillant le territoire français, du nord au sud et d'est en ouest, présentant des trajectoires sociales, économiques et démographiques variées, ont ainsi été sélectionnées (Figure 1) à l'image d'Abbeville (Somme), d'Oyonnax (Ain), d'Auxerre (Yonne) ou de Montauban (Tarn-et-Garonne). L'étude de cet échantillon donne une bonne idée de l'évolution politique, étudiée ici sur le temps long (depuis 1971), de ces villes qui constituent, encore aujourd'hui, un maillon essentiel de notre système territorial.

Figure 1. La France des villes moyennes

Municipales et villes moyennes



© Achille Wamant

Source : Ministère de l'Intérieur

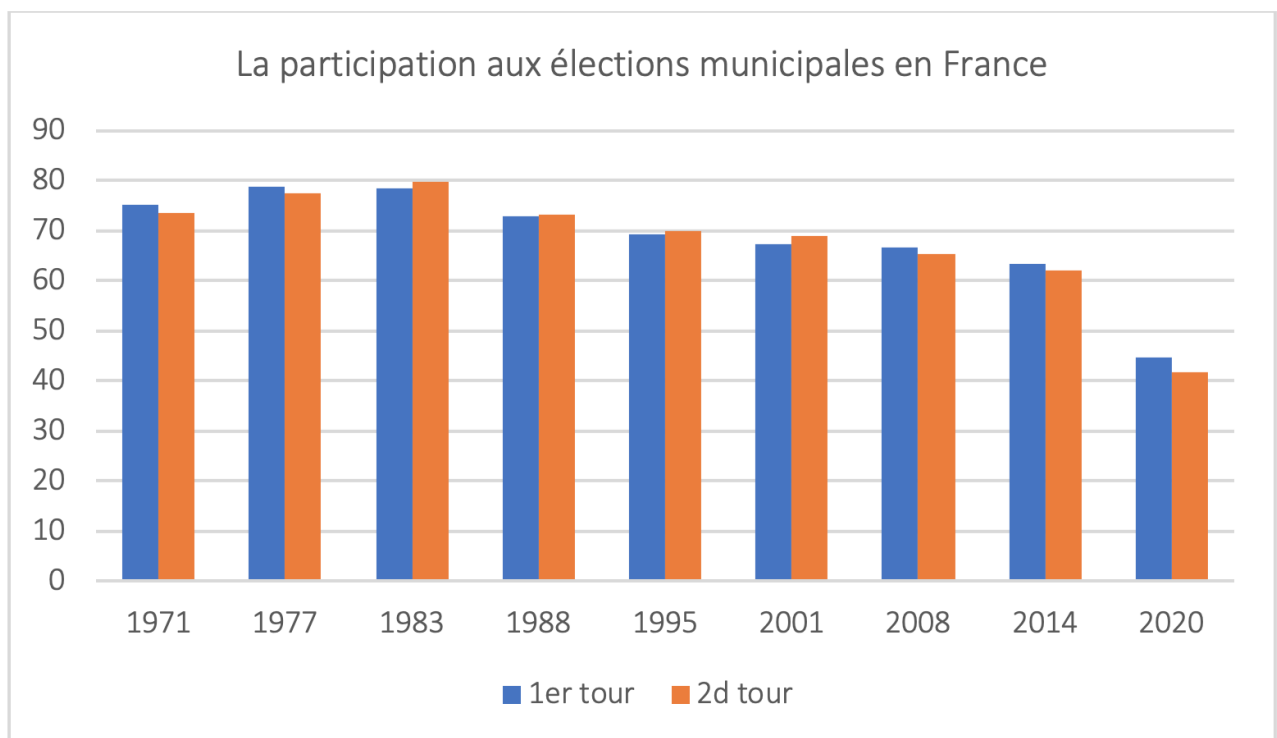
## L'abstention progresse, les sortants résistent

Si ces villes, aussi diverses soient-elles, présentent des spécificités politiques – sur lesquelles nous reviendrons –, elles ne sont pas épargnées par les tendances lourdes qui touchent le reste du pays, à savoir la progression de l'abstention et la prime aux maires sortants. Ainsi, pour la première fois dans l'histoire de la V<sup>e</sup> République, moins d'un électeur sur deux s'est rendu aux urnes les 15

mars et 28 juin derniers, contre plus de six sur dix en 2014 et près de sept sur dix en 2008 (Figure 2). Une situation qui peut s'expliquer par la conjonction de deux crises, l'une de nature politique (structurelle) et l'autre de nature sanitaire (conjoncturelle).

Dans les villes moyennes, le taux de participation atteint seulement 38,5% au premier tour et moins de 36% au second. La situation est sensiblement meilleure que dans les métropoles où ce taux oscille entre 35,5% et 34,5% respectivement. En revanche, elle est moins bonne que pour l'ensemble du pays (-6 points). Si certaines villes s'en sortent un peu mieux au premier tour (52% à Beaucaire, 57% à Montereau-Fault-Yonne, 57,5% à La Bresse) comme au second (63,5% à Bastia, 53% à Sète, 48,3% à Arles), d'autres connaissent des situations particulièrement critiques avec des taux de participation inférieurs à 30% par endroits. C'est le cas notamment à Chaumont (29,5%), à Coulommiers (29%), à Haguenau (29%) et à Châlons-en-Champagne (26%). Une tendance générale donc, mais pas d'homogénéité.

**Figure 2. La participation aux élections municipales depuis 1971**



Source : ministère de l'Intérieur.

En parallèle de l'abstention, l'exceptionnelle résistance des exécutifs sortants constitue également, à coup sûr, l'un des principaux traits de ce scrutin. La liste des maires reconduits, souvent dès le premier tour (71 sur 141), est cette année particulièrement longue : Denis Thuriot (LREM) à Nevers, Nicolas Sansu (PCF) à Vierzon, Franck Riester (Agir) à Coulommiers, Jean-Marc

Vayssouze-Faure (PS) à Cahors, Julien Sanchez (RN) à Beaucaire, etc. Certains maires sortants ont d'ailleurs obtenu des résultats particulièrement impressionnants, à l'image de Robert Ménard (EXD) réélu à Béziers avec 68,7% des voix, de Bernard Combes (PS) à Tulle et de François Decoster (DVC) à Saint-Omer réélus tous deux avec 65,5% des voix, ou encore de Samuel Hazard (DVG) réélu à Verdun avec près de 86% des voix.

Sur 141 communes, seules 39 ont connu un changement de couleur politique (27,6%), le plus souvent en passant au centre de l'échiquier politique. Cela ne signifie pas pour autant que ces villes aient connu une véritable alternance puisque de nombreux maires élus sous les couleurs du Parti socialiste, de l'UDI et de l'UMP en 2014 se présentaient cette fois-ci sous les couleurs du parti présidentiel. Les véritables alternances, dans ce contexte, restent rares (13 sur 141). Cette stabilité inédite du paysage politique local n'est pas propre aux villes moyennes – 30 139 conseils municipaux sur 34 839 communes étaient en mesure de siéger au soir du premier tour – mais contraste largement avec la situation des plus grandes agglomérations. Plus du tiers (7 sur 22) ont connu une alternance lors de ce scrutin et, à l'exception notable de Toulon, aucune n'a vu son maire être reconduit au soir du premier tour.

## **Municipales, des élections strictement locales ?**

Les villes moyennes n'échappent pas non plus à une autre tendance de fond : l'invisibilisation des partis politiques et la dissociation croissante entre le local et le national, à rebours d'un mouvement entamé il y a près de quatre décennies lors des élections municipales de 1977.

« Cachez cette étiquette que je ne saurais voir », ironisait ainsi récemment le politiste Rémi Lefebvre en notant le paradoxe suivant : alors que tout ce qui « connote un registre partisan semble banni » et que les élus sortants « mettent peu en avant leur affiliation comme s'il était un stigmate », les partis politiques « n'ont pourtant pas déserté la sphère politique municipale ». Ces derniers continuent de jouer, par exemple, un rôle important dans l'attribution des investitures, et il n'est pas rare que des responsables politiques locaux, parce qu'ils sont identifiés comme tels et disposent des réseaux nécessaires, se soient vu confier la tête de listes dites « citoyennes ». Pourtant, sur fond de défiance grandissante envers les partis politiques, leur mise à distance, traditionnellement propre aux petites communes, tend à devenir la norme. « Une forme d'effacement est à l'œuvre tant au niveau local que national. Elle s'accompagne d'un brouillage inédit de l'offre politique », note encore Rémi Lefebvre.

L'affirmation selon laquelle « la politique est une affaire de partis » reste en partie d'actualité mais se doit désormais d'être nuancée. Dorénavant, « l'invocation d'une affiliation partisane révèle d'un

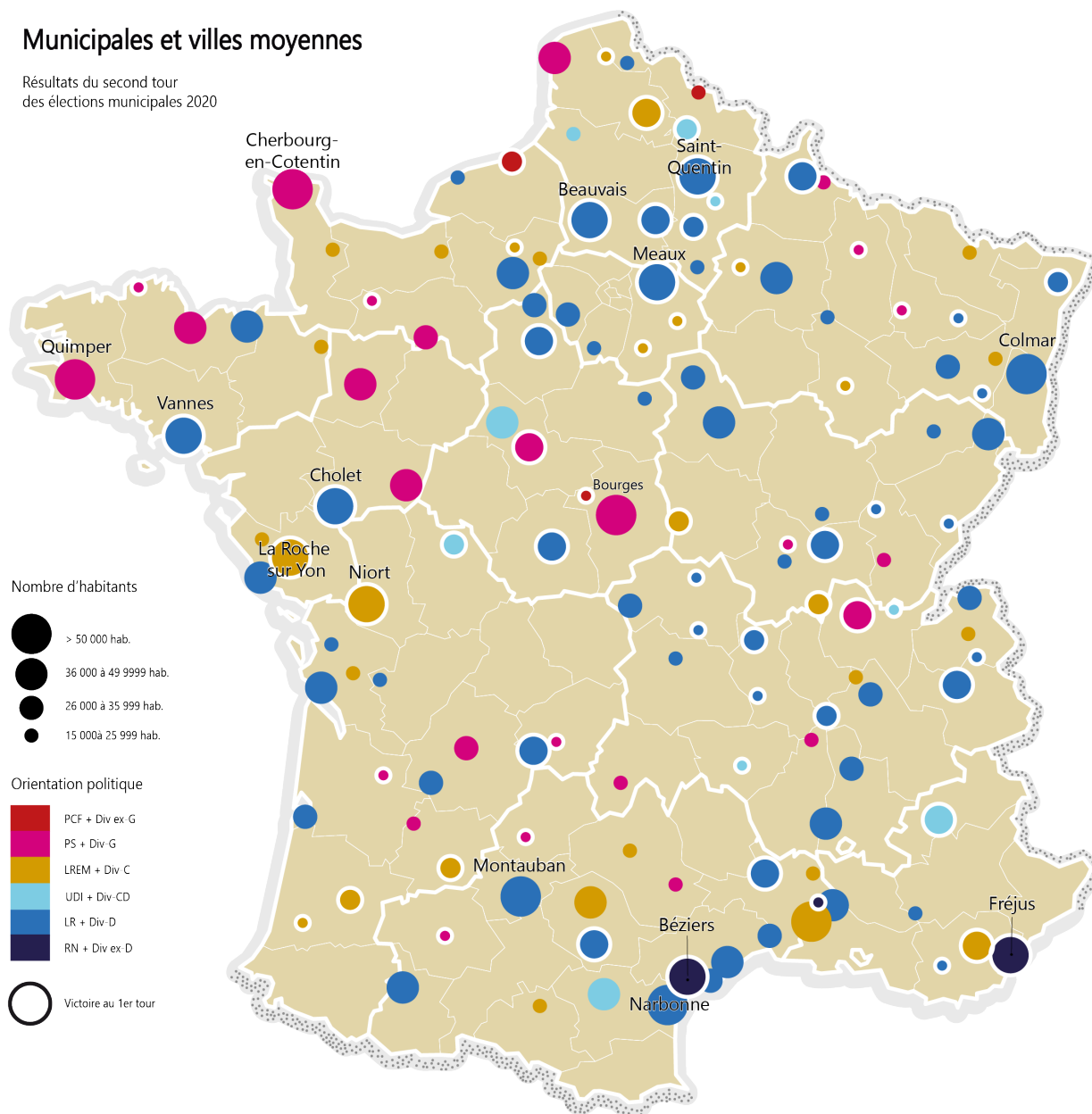
quasi-interdit », alors même qu'en 2014 encore près de 29% des maires élus dans les villes de plus de 30 000 habitants siégeaient dans les instances dirigeantes de leurs partis respectifs ; des chiffres qui n'ont probablement pas beaucoup bougé à l'occasion du dernier scrutin. Si le phénomène concerne également les grandes agglomérations urbaines, la dimension locale du scrutin a été probablement encore plus importante dans les villes moyennes. Un processus illustré, à droite et au centre, par le retour en force des listes « apolitiques » revendiquant une action « pragmatique » et, à gauche, par la poussée des listes « participatives » qui cherchent, à l'inverse, à repolitiser l'échelon local sur le modèle des Groupes d'action municipale développés dans les années 1970.

Alors que la « vague rose » de 1977 avait contribué à la bipolarisation de la vie politique française, donnant de ce fait une signification nationale aux élections municipales, ce scrutin semble au contraire ouvrir la voie à un désalignement des élections locales et nationales dans les villes moyennes. Cela explique par exemple que, dans cette strate de villes, les maires sortants bénéficiant de l'investiture du parti présidentiel n'ont généralement pas subi de votes sanctions contrairement à ce qui a pu se produire à Lyon, Bordeaux ou Strasbourg. Difficile, dans ce contexte, d'acter la victoire d'un camp sur un autre sans prendre de sérieuses précautions.

### **Figure 3. Les résultats des élections municipales dans les villes moyennes en 2020**

## Municipales et villes moyennes

Résultats du second tour  
des élections municipales 2020



© Achille Wamant

Source : Ministère de l'Intérieur

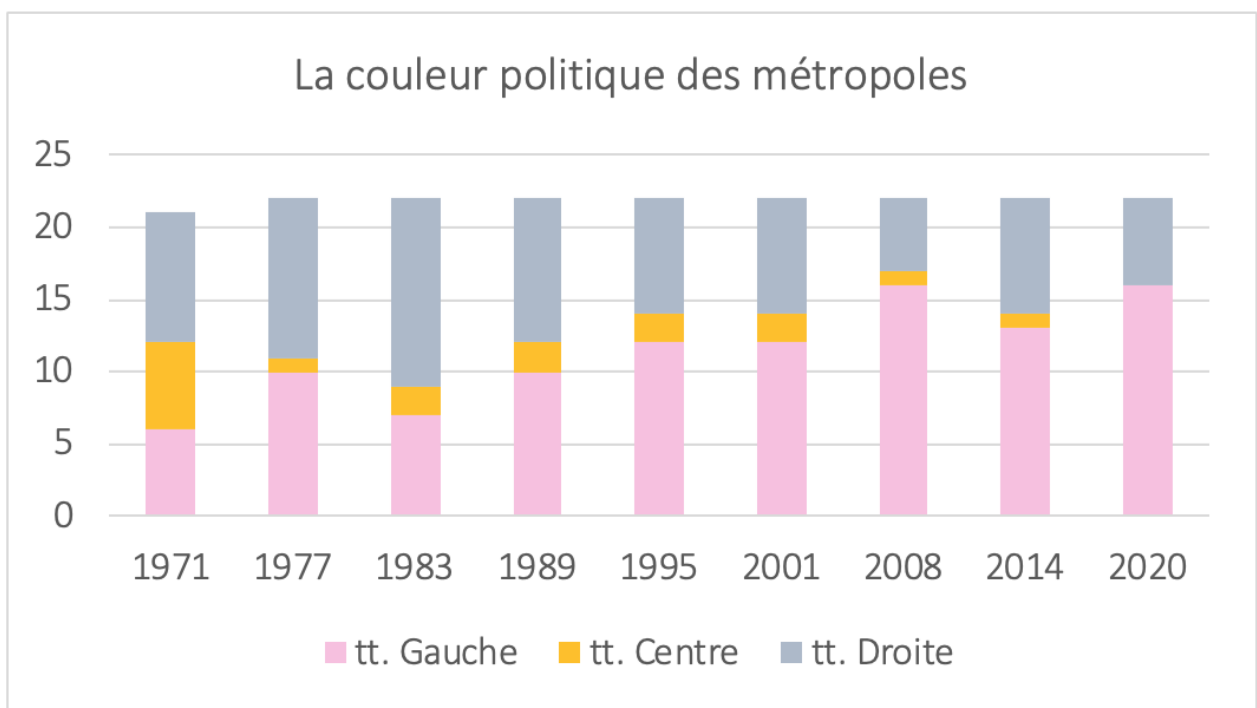
## Dans les villes moyennes, un scrutin sans vainqueurs

### La droite en recul mais toujours dominante

Les défaites enregistrées par Les Républicains (LR) à Marseille, Bordeaux et Tours ont pu retenir l'attention des commentateurs au soir du second tour des élections municipales. Si elle est parvenue à conserver Toulouse, Toulon, Saint-Étienne, Orléans, Nice et même à prendre Metz à la gauche, il n'en demeure pas moins que la droite n'a jamais été aussi peu présente à la tête d'exécutifs de grandes villes, à l'exception près des élections municipales de 2008 (Figure 3). La

situation de la droite dans les villes moyennes apparaît en revanche nettement plus favorable. Les Républicains et leurs alliés (UDI, DVD) conservent ainsi 77 communes sur les 141 répertoriées, soit 54,6% du total. Parmi ces villes, se trouvent non seulement des bastions traditionnels de la droite (Beaune, Moulins, Vichy, Montbrison, Saint-Just-Saint-Rambert, Thonon-les-Bains, Albertville, Royan, Compiègne, Cholet, Colmar, Vannes, etc.) mais également des villes ancrées à gauche depuis 2014 (Romans-sur-Isère, Bourgoin-Jallieu, Riom, Saint-Dié-des-Vosges, Fécamp, La Bresse, etc.). Elle parvient même à prendre Abbeville et Auxerre, des villes dirigées par des maires venus de la gauche ayant depuis rejoint LREM et/ou ayant reçu l'investiture du parti. La droite se retrouve ainsi en position favorable dans plusieurs régions (Hauts-de-France, Bourgogne-Franche-Comté, etc.) et départements (l'Allier, l'Yonne, etc.) qu'elle espère pouvoir conquérir ou conserver à l'occasion des élections régionales et départementales de 2021. Elle parvient plus largement à maintenir un important réseau d'élus locaux, un chaînon indispensable si elle veut pouvoir conserver sa majorité au Sénat.

**Figure 4. La couleur des métropoles**



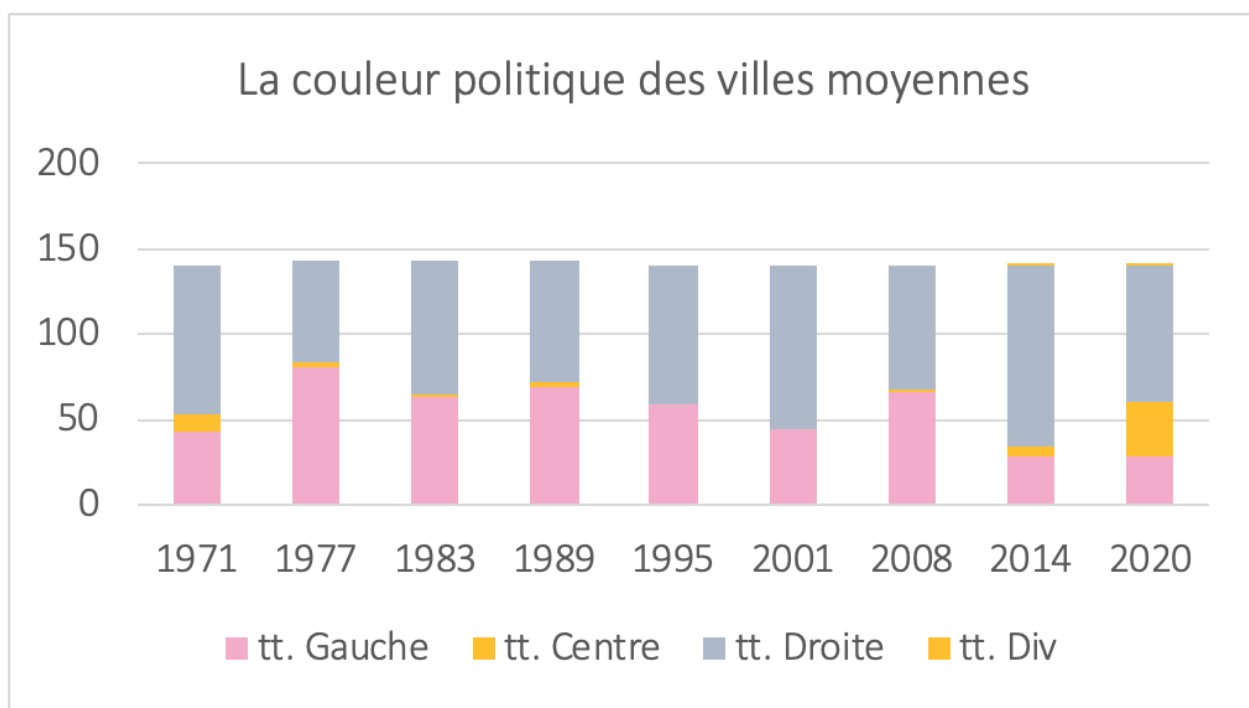
Source : ministère de l'Intérieur.

Les Républicains et leurs alliés seraient-ils donc les grands gagnants du scrutin dans les villes moyennes ? En réalité, si elle reste largement majoritaire en nombre de villes détenues, la droite recule beaucoup à l'occasion de ces élections municipales. En 2014, au moment de la « vague bleue », la droite détenait, selon les calculs du politiste Luc Rouban, 66% des municipalités de plus de 30 000 habitants (41% en 2008). Elle gérait alors 103 villes moyennes sur 141, soit 73% des

communes concernées (51,5% en 2008), ce qui constitue encore aujourd'hui un record. Lors des dernières élections, la droite recule assez nettement (- 30 communes) en raison de défaites enregistrées face à la gauche (comme à Laval, à Périgueux et à Millau), mais aussi en raison de nombreuses défections de maires sortants affiliés aux Républicains ou à l'UDI qui se sont alliés à la majorité présidentielle.

De son côté, l'extrême droite réalise de bonnes performances dans les villes conquises en 2014. À Beaucaire, Fréjus et Béziers, les maires sont réélus au premier tour. Le Rassemblement national (RN) réalise de beaux scores dans les villes alentour, confortant son ancrage local au sud et au nord de la France. En revanche, le parti disparaît pratiquement du paysage politique local en région Centre-Val-de-Loire et en région Bourgogne-Franche-Comté, des régions dans lesquelles le parti de Marine Le Pen était pourtant jusque-là bien installé.

**Figure 5. La couleur des villes moyennes**



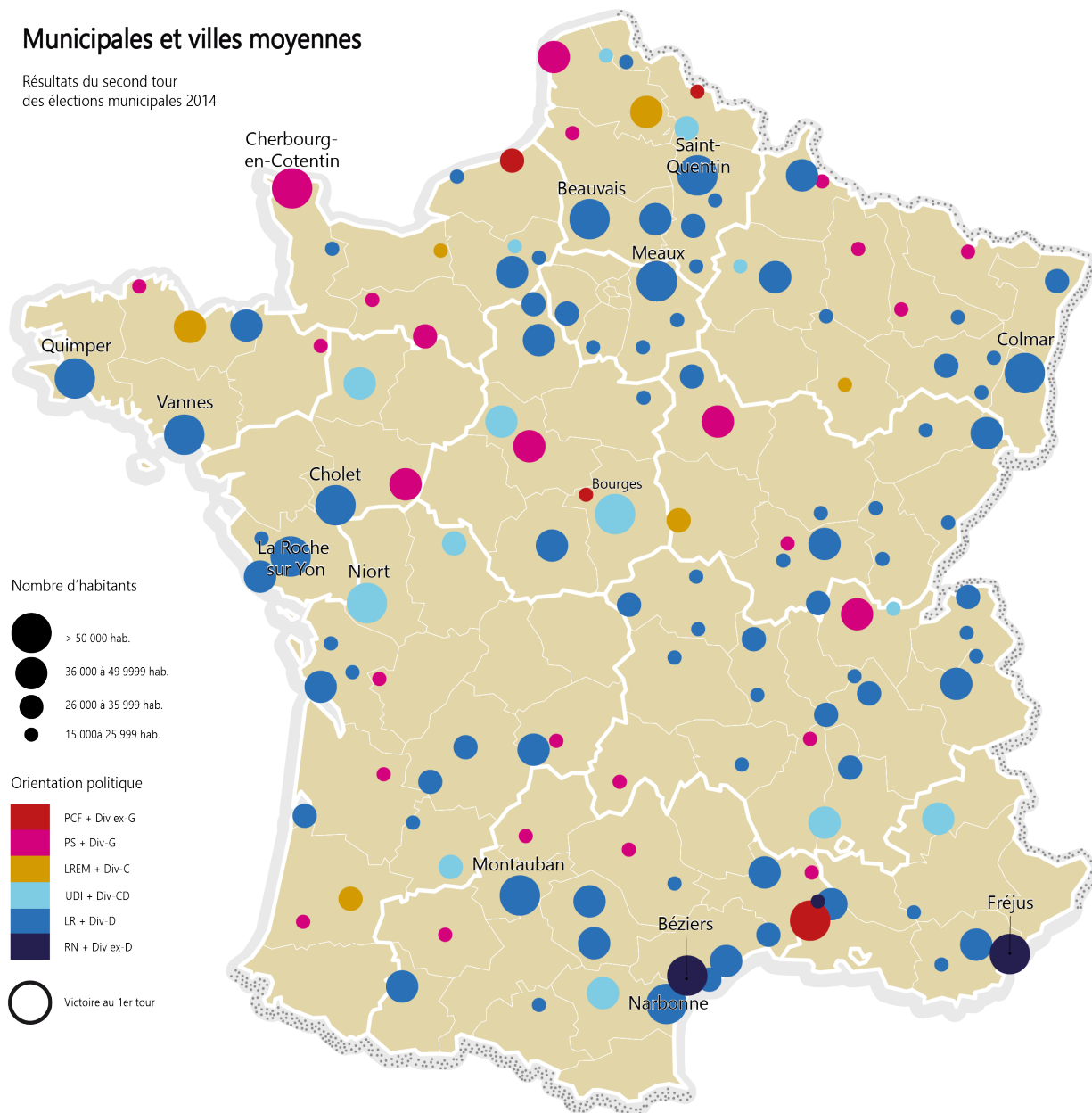
Source : ministère de l'Intérieur.

## **LREM et ses alliés s'installent « sans fanfare ni trompette »**

En 2017, après la victoire d'Emmanuel Macron, LREM espérait conserver Lyon et conquérir Paris, Marseille, Bordeaux et Lille, des villes dans lesquelles le parti avait obtenu des résultats impressionnants. Le parti tablait également sur la conquête de nombreuses villes petites et moyennes afin de peser au Sénat. En 2020, l'échec est cuisant dans les plus grandes

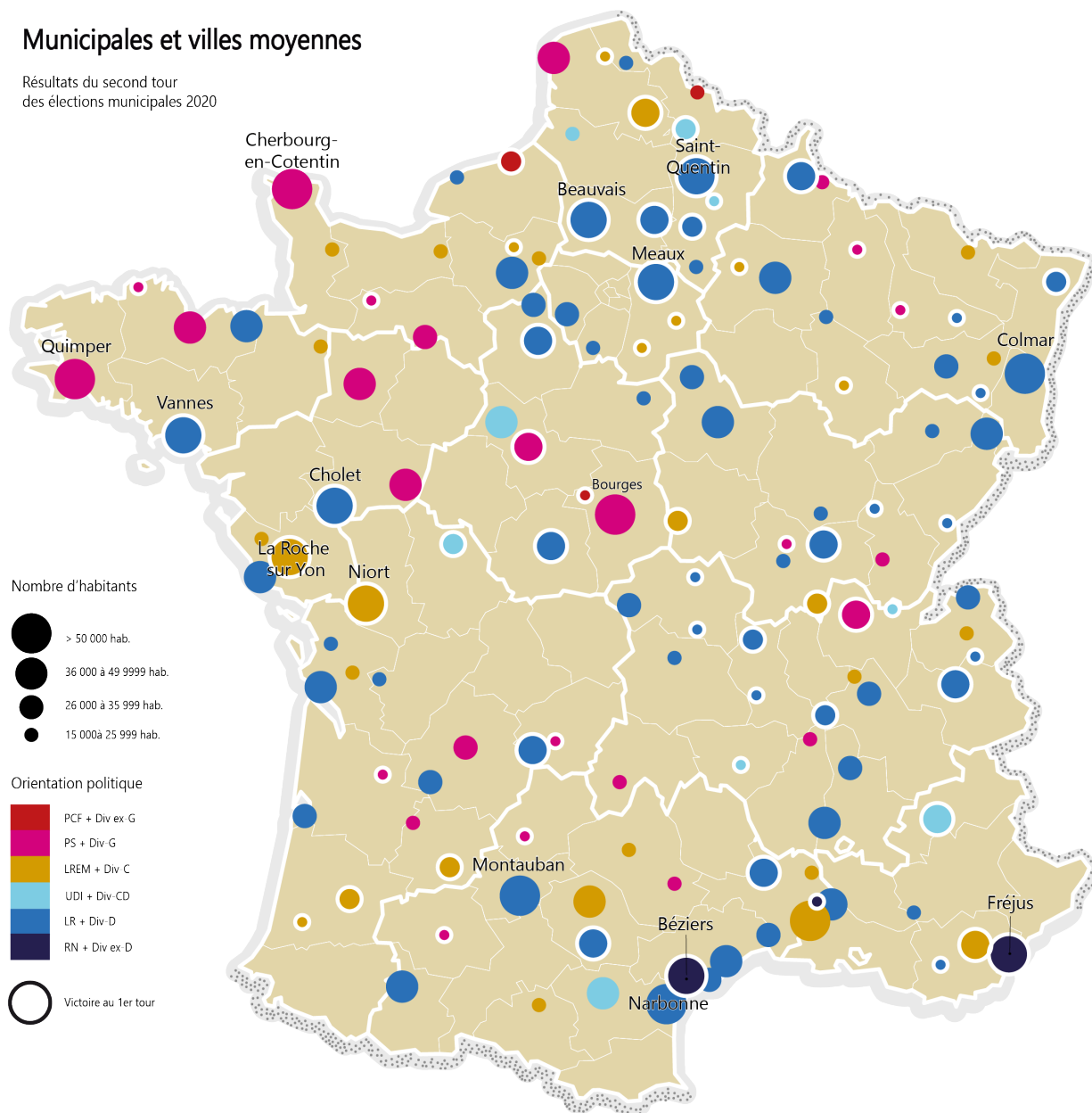
agglomérations. Régulièrement accusé d'être le parti « des métropoles mondialisées », LREM réalise en fait de meilleures performances dans les villes moyennes. 31 des 141 sélectionnées (22%) sont désormais dirigées par des maires affiliés à LREM, au MoDem ou considérés comme « divers centre » (Draguignan, La Roche-sur-Yon, Niort, Mâcon, Nevers, Vesoul, etc.) contre 7 (5%) en 2014. Le centre fait ainsi un peu mieux que la gauche et ses 29 communes.

**Figure 6. L'évolution du paysage politique des villes moyennes entre 2014 et 2020**



## Municipales et villes moyennes

Résultats du second tour  
des élections municipales 2020



Cette performance (modeste) doit toutefois être relativisée. Comme expliqué plus haut, l'essentiel des maires LREM ou divers centre élus en 2020 étaient des maires sortants élus précédemment, le plus souvent sous les couleurs de la droite (Agen, Saint-Omer, Niort, Louviers, etc.). Les résultats obtenus par les maires centristes sortants sont plus mitigés. Malgré de belles performances à Nevers, à Mont-de-Marsan et à Arras, LREM et le MoDem échouent, par exemple, face à la gauche, à conserver Bourges et Saint-Brieuc. Les résultats sont moins bons encore dans les villes moyennes où les centristes présentaient des candidats face à des maires sortants, comme à Évreux et à Montluçon où les candidats investis par le parti présidentiel obtiennent respectivement moins de 15% et 5% des voix.

## La gauche reprend des couleurs sans s'imposer

La vague rose et verte a-t-elle atteint les villes moyennes ? Pas vraiment, à en croire l'analyse détaillée des résultats dans cette catégorie de communes. Le Parti communiste français (PCF) poursuit un repli entamé depuis des décennies. Tenu en échec à Arles par le candidat « divers centre » Patrick de Carolis (l'ancien PDG de France Télévisions), le parti ne tient plus que 3 villes sur 141 (Vierzon, Dieppe et Saint-Amand-les-Eaux) contre 4 en 2008, 11 en 1989 et même 21 en 1977. Du côté du Parti socialiste et de ses alliés, qui perdent notamment Cognac et Forbach, la situation est à peine meilleure. Ces derniers obtiennent la tête de l'exécutif dans 26 communes (18,5%) contre 24 en 2014 (17%). Cette très légère progression masque mal les difficultés qu'a la gauche à se relever de la « vague bleue » de 2014, scrutin au cours duquel le Parti socialiste avait perdu près de la moitié des villes de plus de 30 000 habitants qu'il possédait en 2008, dont de nombreux « fiefs ». En comparaison, en 2008, la gauche détenait encore 66 villes moyennes (47%) et à son apogée, au moment de la « vague rose » de 1977, plus de 80 (57,5%).

La situation de la gauche s'avère en revanche plus favorable si l'on analyse son évolution depuis 2017. À la suite de l'échec de la candidature de Benoît Hamon à l'élection présidentielle, de nombreux maires apparentés socialistes s'étaient rapprochés du parti d'Emmanuel Macron, ce qui a fait perdre au parti de nombreuses villes moyennes (Abbeville, Fougères, etc.). La gauche, avec le succès des listes d'union, parvient à conforter son ancrage à Tulle, Verdun, Alençon, Saumur et Boulogne-sur-Mer et à conquérir plusieurs villes détenues jusque-là par la droite ou le centre (Saint-Brieuc, Bourges, Laval, Quimper, etc.). Ces résultats attestent de la bonne tenue de la gauche traditionnelle.

Du côté des écologistes, si leur percée a été l'objet de nombreux commentaires au niveau national, force est de constater qu'ils échouent à véritablement s'imposer dans les villes moyennes. Sans doute pâtissent-ils de la prise de conscience écologique des autres partis qui n'hésitent plus à intégrer les enjeux liés à l'environnement et à la biodiversité dans leurs tracts électoraux. On observe que l'ensemble du spectre politique se teinte petit à petit de vert. À Cognac, Morgan Berger (divers droite) proposait ainsi de puiser dans le budget participatif de la ville pour financer des projets « développement durable ». Plus détaillées, certaines propositions des candidats élus de Nevers (LREM) et de Cahors (PS) auraient pu se retrouver dans un programme écologiste : objectif « zéro plastique » pour le premier, « neutralité carbone des événements publics » pour le second. Malgré la concurrence accrue sur le terrain du climat, on ne peut ignorer cependant que les écologistes enregistrent des résultats louables lorsqu'ils sont à la tête de listes d'union de la gauche, comme à Nevers (22%) ou à Auxerre (23%), même si la dynamique est moins forte que dans les métropoles. Ils entrent aussi dans de nombreux exécutifs locaux au côté de leurs alliés

socialistes, communistes ou « divers gauche ».

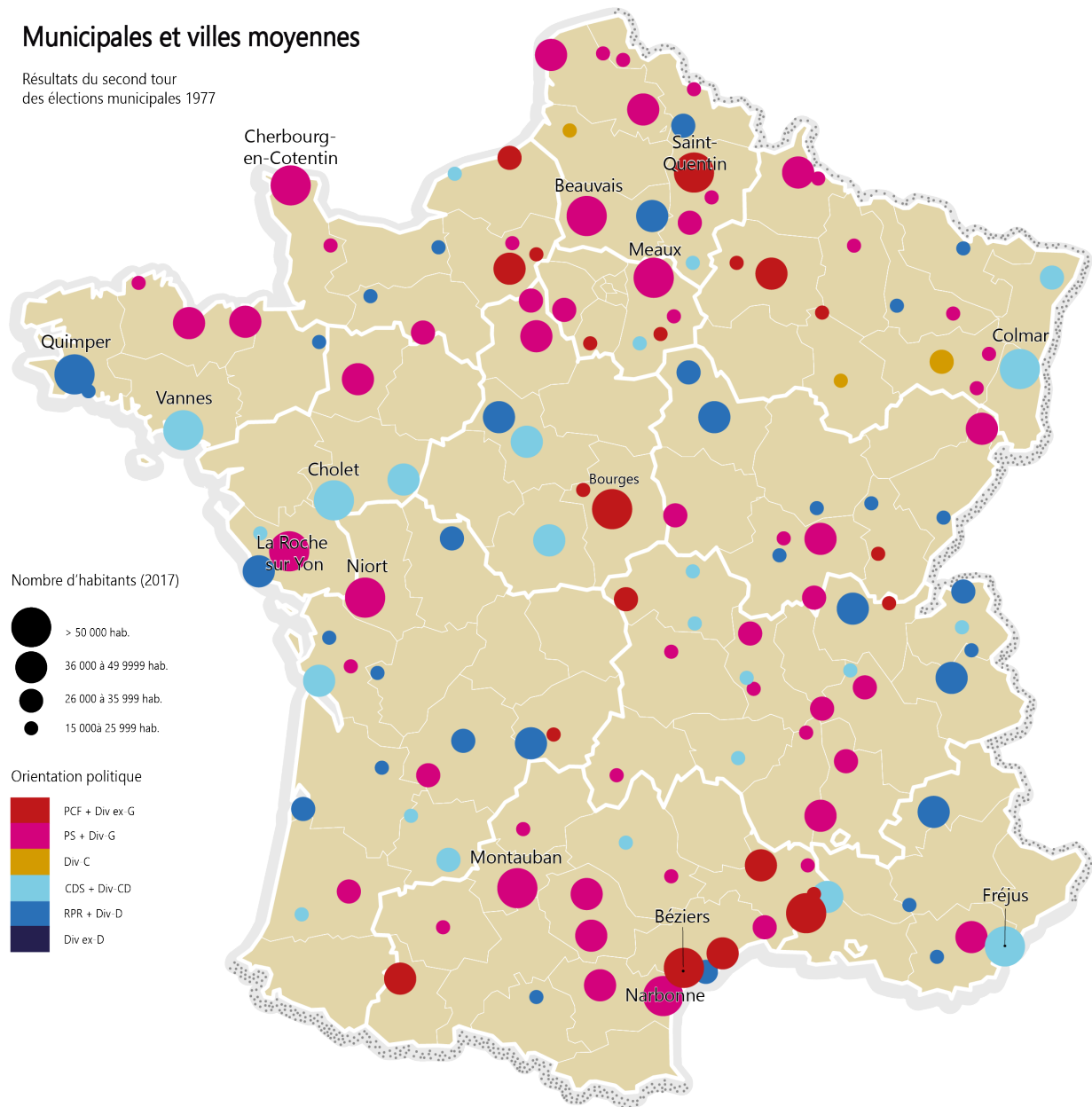
## 1977-2020 : une géographie électorale en mouvement

La nouvelle carte électorale dans les villes moyennes et au-delà (Figure 7) témoigne des mutations profondes qu'a connues le pays ces cinq dernières décennies. Alors qu'en 1977 la « vague rose » était d'abord l'affaire des villes moyennes, la « vague rose et verte » de 2020 est davantage l'affaire des métropoles. D'un point de vue synchronique, la comparaison offre également une vision en miroir inversé. Contrastant avec les résultats obtenus dans les métropoles, les élections municipales de 2020 dans les villes moyennes se caractérisent par une prédominance relative de la droite, un ancrage tempéré du jeune parti présidentiel et un retour timide de la gauche et de ses alliés. Dans le détail, sur un maillage territorial plus resserré, d'autres faits marquants apparaissent : la quasi-disparition de la gauche des villes moyennes le long du couloir rhodanien, dans le Sud-Ouest, dans la Grand-Couronne parisienne et dans le nord du pays ; des régions dans lesquelles la gauche fut pourtant, durant des décennies, largement majoritaire. À l'inverse, la gauche continue de progresser à l'ouest et dans le centre de la France (en Bretagne, en Normandie, en région Centre-Val-de-Loire). Avec la recomposition actuelle du paysage politique national, difficile cependant à l'heure actuelle d'affirmer à qui profiteront, à terme, ces évolutions du pouvoir local.

**Figure 7. L'évolution du paysage politique entre 1977 et 2020**

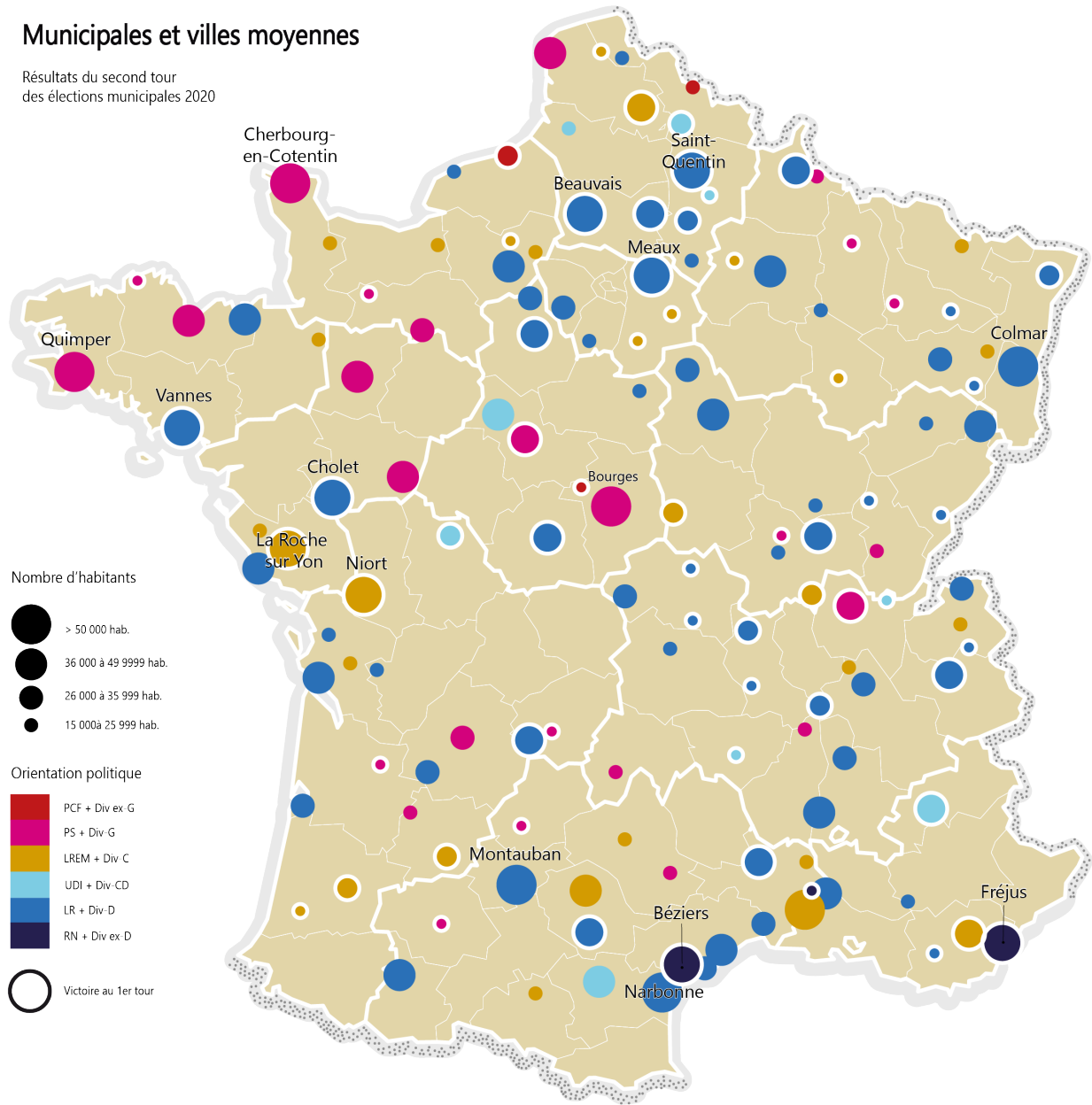
## Municipales et villes moyennes

Résultats du second tour  
des élections municipales 1977



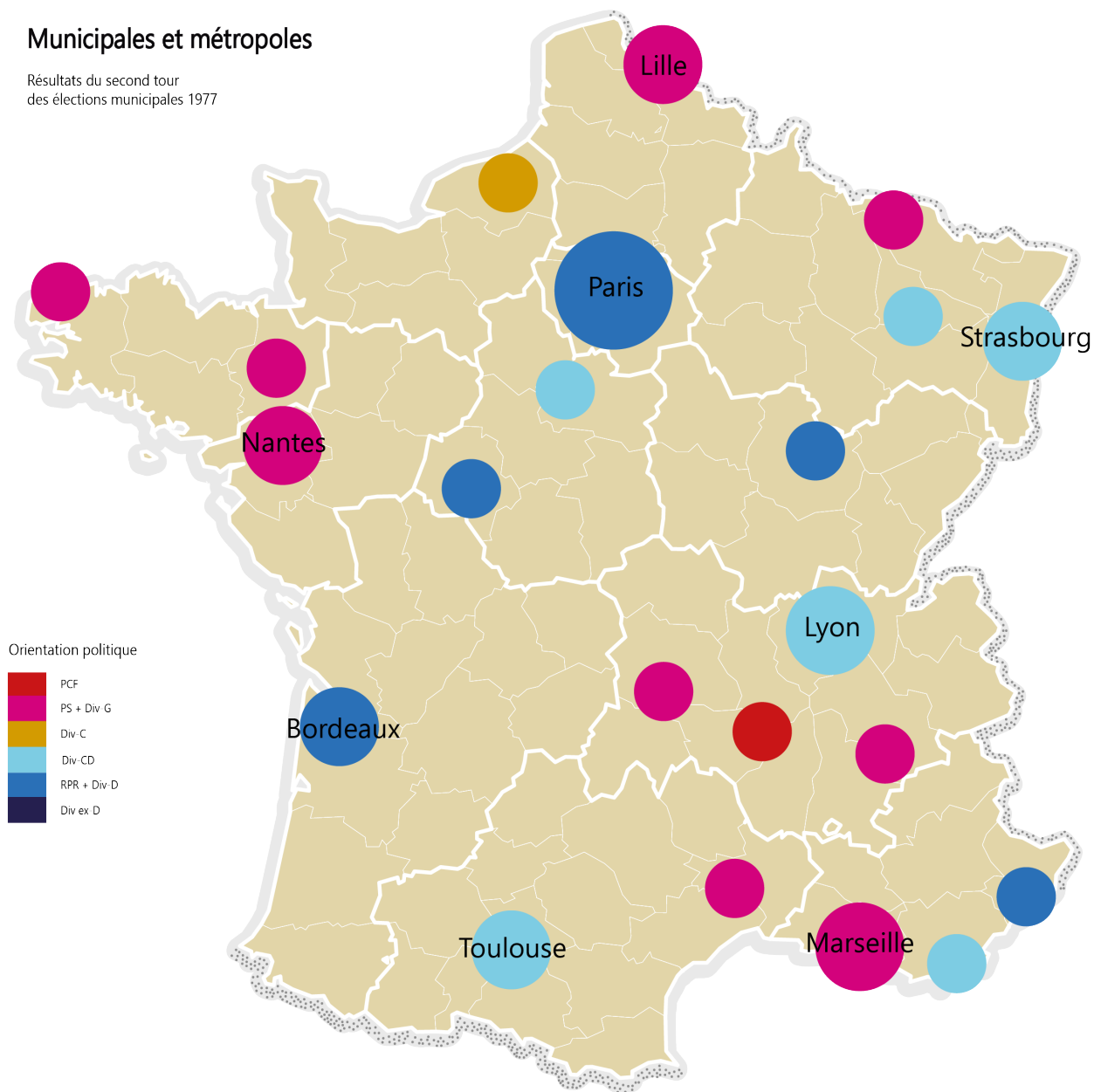
## Municipales et villes moyennes

Résultats du second tour  
des élections municipales 2020



## Municipales et métropoles

Résultats du second tour  
des élections municipales 1977



## Municipales et métropoles

Résultats du second tour  
des élections municipales 2020

